

LÉVY, Brigitte. *L'économie indienne. Stratégie de développement* Paris, L'Harmattan, 1991, 288 p.

Jean-Roch Perron

Volume 24, numéro 2, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703185ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703185ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, J.-R. (1993). Compte rendu de [LÉVY, Brigitte. *L'économie indienne. Stratégie de développement* Paris, L'Harmattan, 1991, 288 p.] *Études internationales*, 24(2), 451–453. <https://doi.org/10.7202/703185ar>

américaines s'améliorèrent de façon très prononcée. Le rapprochement entre Washington et Beijing, notamment, ne peut s'expliquer sans faire référence aux calculs stratégiques chinois face à la situation créée dans la péninsule indochinoise par le retrait américain de 1975. Pour leur part, les Vietnamiens choisirent devant cette même situation de se rapprocher de l'URSS, transformant ainsi complètement le triangle Hanoi-Beijing-Moscou. Fort de l'appui des Soviétiques, le Viêt-nam put envahir le Cambodge en 1979. La Chine tenta de rétablir sa position dans la péninsule indochinoise en lançant une offensive contre le Viêt-nam en février 1979.

L'analyse de Chen est juste, sa synthèse fouillée. Le problème réside dans la nature des remarques théoriques qu'il présente après l'étude de chaque sous-période et qu'il rassemble en une série de «contributions aux études triangulaires». Dans ces remarques, Chen s'entête à ramener les événements qui se sont déroulés entre 1964 et 1980 à son modèle de stratégie triangulaire. Ce modèle, toutefois, laisse complètement de côté tout l'aspect circonstanciel des calculs stratégiques qu'il prétend expliquer. Chen entreprend son ouvrage en croyant déjà avoir en main les lois de l'action stratégique triangulaire. Il ne lui vient pas à l'esprit qu'on ne peut fixer une fois pour toutes des réalités changeantes et multidimensionnelles. Il constate pourtant qu'il doit constamment ajouter à son étude des éléments qui s'avèrent indispensables à l'analyse. Chen admet que les calculs stratégiques renvoient à certaines positions

idéologiques. Il n'inclut pas, pourtant, la donnée idéologique dans son modèle. Lorsque Chen nous dit que «souvent l'idéologie empêche les leaders politiques d'avoir une perception claire de l'intérêt national» (pp. 180-181), on comprend en fait que la «réalité» des relations internationales, selon lui, c'est celle d'une approche réaliste simplifiée à outrance et qui ne reconnaît rien des particularités de chaque situation historique. À la lumière de ces exemples, il devient évident que l'ensemble du projet théorique de Chen découle d'une lecture simpliste de la pensée réaliste qu'elle tronque de tout historicisme. Dans ces conditions, les envolées théoriques présentées ici ne peuvent que tomber à plat. Il reste une synthèse intéressante qui, encore une fois, n'apporte rien de nouveau.

Pierre LIZÉE

*Département de science politique
York University, Toronto*

LÉVY, Brigitte. *L'économie indienne. Stratégie de développement*. Paris, L'Harmattan, 1991, 288 p.

Les analyses sur la croissance, dans le Tiers-Monde, comptent probablement parmi celles qui ont le plus motivé les chercheurs en science économique, depuis que le Sud fait parler de lui. Brigitte Lévy vient s'ajouter à ce nombre, en prenant l'Inde comme objet d'étude. Selon son propre dire, «La question relative au développement demeure toujours entièrement présente...» Voilà la raison profonde qui semble justifier l'ouvrage qu'elle a bâti et qui, *grosso modo* consiste en un exposé

analytique jumelé à un bilan critique de l'expérience indienne depuis l'indépendance. Pas facile de s'attaquer à pareille amplitude ; à une diversité aussi large ! Pour y parvenir, Brigitte Lévy a écrit un gros livre de 283 pages qu'elle divise en trois grandes sections à peu près égales.

La première retient, comme approche, l'exposé des buts des sept plans que l'Inde a réalisés de 1947 à 1990, exposé qui est suivi d'une analyse critique de la planification indienne. Dans la deuxième grande section, l'auteur ajuste la mire sur l'industrie textile. On sait l'importance de cette production dans l'Inde millénaire, antique autant que moderne. C'est grâce à elle, si, pendant toute cette durée, le pays des *varna* et des 500 000 villages s'est maintenu à la tête des nations du monde.

L'analyse que rédige, ici, Brigitte Lévy, en insistant sur le déclin de l'industrie textile ; sur les raisons qui le motivent, depuis la conquête anglaise, mais également depuis l'indépendance ; sur les possibilités, pour l'Inde d'aujourd'hui, de remonter à la surface et de défier à nouveau la concurrence internationale, dont, entre autres, celle de la Chine, constitue, selon notre goût, la section la plus heureuse de tout l'ouvrage.

Est-ce à cause de la vision davantage personnelle avec laquelle l'auteure mène l'investigation ? Probablement. Il nous semble plus difficile de maintenir l'éloge pour la troisième grande section qui est là, comme un peu en surplus, pour ainsi dire, à cause du fait, ainsi que nous l'explique l'auteure, que d'«isoler *stricto sensu* l'approche au contexte textile, risquerait de donner une

image bien limitée des contraintes et des réalisations indiennes». Voilà pourquoi l'auteure a ajouté une troisième section où elle étudie, mais cette fois au moyen d'une analyse plus fragile selon nous, certains «thèmes majeurs» de l'économie indienne, «tels que l'agriculture, les indicateurs sociaux [est-ce le contenu des chapitres 7 et 8 sur l'approche théorique du développement et la vision gandhienne adoptée par le Janata ?], la situation financière et l'endettement». C'est beaucoup de monde pour une seule section, même si elle joue le rôle d'une complétive ! Le plan zigzague pour ainsi dire, exécute un retour à l'industrie textile, devient plus difficile à justifier non seulement dans l'architecture d'ensemble de l'ouvrage, mais aussi dans les composantes internes de la section ajoutée. Il y a là, nous semble-t-il, un problème de construction d'ensemble, beaucoup plus que de fond. Car, la pensée demeure analytique et fort valable. Elle a en plus l'immense mérite d'être chronologiquement à point. Malgré cette heureuse mise à jour cependant, cette section ajoutée laisse sur son appétit le lecteur quelque peu au fait de la dimension théorique du développement et surtout de l'économie de l'Inde. On ne retrouve pas, dans la troisième partie, la vision plus pointue et surtout plus originale qui oxygénait la section précédente. On se surprend à le regretter. Comme on se surprend à déplorer, la dernière page une fois lue et tournée, que l'ouvrage soit rédigé selon une écriture qui, trop souvent, semble se moquer de la phrase simplement bien construite, de l'expression juste, du mot plus sévèrement sélectionné. Au

point que, par moments, la clarté en souffre. Comment se fait-il qu'une auteure, voire aussi un éditeur, tolèrent un pareil déséquilibre entre fond et forme ?

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire
Université Laval, Québec

EUROPE

KEOHANE, Robert O. et HOFFMAN, Stanley (Ed.). *The New European Community: Decisionmaking and Institutional Change*. Boulder (Col.), Westview Press, 1991, 216 p.

La Communauté européenne semble en émoi. Son nom même implique une réalité de l'Europe qui quelque part s'arrêtait au pied d'un rideau de fer aujourd'hui disparu. De plus, plusieurs pays est-européens se sont retrouvés après la chute de l'empire soviétique dans un «vacuum» politique, économique ou militaire. Un nouveau «désordre» européen est-il en train de s'établir ? De ce point de vue, est-ce que le traité signé à Maastricht constitue une réponse de panique aux événements qui se produisent à l'Est ? Ou est-ce plutôt un effort de la CE d'aller de l'avant avec son plan d'intégration ?

Des réponses à ces questions peuvent être trouvées dans l'ouvrage de Keohane et Hoffman. Il s'agit ici d'une étude portant sur ces nouvelles réalités auxquelles la CE doit faire face ou plus précisément encore d'une étude portant sur les réactions de la CE face aux changements de la réalité. Après avoir résumé avec brio le thème des changements institutionnels en Europe dans les années

1980, les auteurs nous introduisent au processus de négociations qui a mené à l'Acte unique européen. Une attention particulière est accordée à la Commission européenne qui, à plusieurs égards, demeure le «moteur» de l'intégration européenne. Toutefois, notons ici, et ce livre le démontre clairement, que les dynamiques actuelles de l'intégration politique et économique dépassent le cadre symbiotique des relations entre la Commission de la CE et le Conseil des ministres. Contrairement à certaines critiques émises récemment, ces deux organes ne sont pas en position d'adversaire, mais bien en position complémentaire. Certes, un problème pourrait survenir quant au rôle du Parlement européen auquel, jusqu'à maintenant, on a confié peu de dossiers importants. La Commission a, en contrepartie, vu ses tâches s'accroître. Ce livre présente divers points de vue sur la façon dont ces dilemmes peuvent être résolus d'une manière acceptable.

Par ailleurs, contrairement à Wolfgang Wessel, je ne crois pas que le Conseil de la CE constitue le centre de prise de décision de la Communauté puisque le processus de prise de décision définie en terme de mesures intégratives dépasse le Conseil et devient un jeu d'interrelations avec la Commission et le Comité des représentants permanents, jeu dont l'initiative revient à la Commission. Cette observation personnelle me semble être la seule lacune d'importance de ce livre.

D'autre part, un point de vue intéressant sur la souveraineté et la responsabilité est amené par Shirley Williams, un ancien membre du